

Taux actuels de **d'émaciation** : % **retard de croissance** : 47% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale** : 32%

Source : Gouvernement malgache (ENSOMD, 2012)

Bons résultats

- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Madagascar : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Madagascar : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 97% des enfants en 2015.
- Madagascar : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (1.9% des dépenses publiques en 2016) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Madagascar : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Madagascar : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2012-2013.
- Madagascar : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (53.3% en 2015) et à des installations sanitaires améliorées (9.7% en 2015) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Madagascar : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	1.9%	2016	39e ex aequo
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	15.6%	2015	2e

Politiques

 Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Moyen	2016	19e ex aequo
 Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Bon	2013	5e ex aequo
 Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	83%	2012-2013	13e
 Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2016	21er ex aequo

Lois

 Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Moyen	2016	8e ex aequo
 Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
 Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
 La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2006	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la l'agri. (énoncés dans la Déclaration de Maputo de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'UA) ● >=75 % <100% ● >=100%

³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon











⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2017	1er ex aequo

Politiques

 Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	97%	2015	8e ex aequo
 L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
 Population ayant accès à une source d'eau améliorée	53.3%	2015	45e
 Population ayant accès à un assainissement amélioré	9.7%	2015	43e
 Visites médicales pour les femmes enceintes	82.1%	2012-2013	37e
 Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2015-2019	19e
 Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
 Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
 Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
 Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2012-2013	36e ex aequo

Lois

 Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo
---	---------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel